

bre 1802, dévoilèrent les pensées secrètes du gouvernement. Le roi disait dans son discours :

« Animé du désir sincère de consolider la paix, je ne puis cependant être indifférent à tout changement qui s'opère dans les forces et dans les positions respectives des autres nations. Ma conduite sera invariablement réglée par une juste appréciation de la situation actuelle de l'Europe et par une sollicitude vigilante pour le bien permanent du peuple anglais. Il est donc concevable d'adopter les mesures de sûreté les plus capables de conserver les avantages de la paix. »

C'était indiquer clairement qu'il fallait se préparer à la guerre.

Le ministère ne jugeait pas le moment venu de s'expliquer ouvertement. Cependant lord Pelham laissa échapper ces paroles qui trahissaient ses pensées secrètes :

« Notre intention est de profiter de toutes les occasions favorables qui pourraient survenir sur le continent, pour contribuer à la sûreté de notre pays. »

En France, l'ouverture de la session du Corps-Législatif, fixée au 3 ventôse (9 février 1803), était attendue avec impatience. On

était curieux de savoir la pensée du gouvernement. Il s'exprima avec une réserve menaçante.

Au milieu des démonstrations hostiles de la presse et du parlement, des conférences diplomatiques se succédaient entre Talleyrand et lord Withworth, ambassadeur à Paris ; mais on n'arrivait à aucune solution, les difficultés restaient toujours les mêmes.

Le premier consul, fatigué de ces lenteurs, convaincu d'ailleurs qu'il valait mieux mettre à découvert et contraindre à se prononcer la mauvaise volonté de ses adversaires, appela Withworth à une entrevue particulière avec lui.

Là, s'exprimant en toute franchise, il fit connaître à l'ambassadeur anglais et ses griefs et sa ferme volonté d'obtenir l'exécution du traité d'Amiens.

— Aucune considération sur la terre, dit-il, ne pourrait me faire acquiescer à ce que vous gardiez Alexandrie et Malte ; et s'il fallait opter entre ces deux alternatives, j'aimerais mieux vous voir en possession du faubourg Saint-Antoine que de Malte.

Cette conversation diplomatique ne dura pas moins de deux heures. Elle fut résumée par Withworth dans une déêche qu'il adressa le lendemain à Londres.

Le ministère anglais la publia : c'était manquer aux bienséances, car une conversation racontée avec plus ou moins d'exactitude, ne pouvait être considérée comme un document officiel.

L'entrevue avec lord Withworth avait eu lieu le 20 février : le 8 mars, le roi d'Angleterre adressa au parlement le message suivant :

« Sa majesté croit nécessaire d'informer la chambre des communes que des préparatifs militaires considérables se faisant dans les ports de France et de Hollande, elle a jugé convenable d'adopter de nouvelles mesures de précaution pour la sûreté de ses états. »

Les deux chambres votèrent à l'unanimité des adresses de remerciement au roi, et lui promirent leur appui. Fox lui-même n'osa parler en faveur de la paix. Les tories reprochèrent au ministère de n'avoir pas commencé la guerre plus tôt.

A la lecture de ce manifeste, le premier consul fut saisi d'une indignation qu'il crut ne devoir pas dissimuler. A l'audience diplomatique du 12 mars, il apostropha publiquement lord Withworth.

— Vous êtes décidés à la guerre, dit-il, vous voulez la guerre. Nous l'avons déjà faite pendant quinze ans ; vous voulez la faire encore pendant quinze années, et vous m'y forcez.

Puis s'adressant au comte de Markow et au chevalier d'Azara, ambassadeurs de Russie et d'Espagne :

— Les Anglais veulent la guerre ; mais s'ils sont les premiers à tirer l'épée, je serai le dernier à la remettre dans le fourreau : ils ne respectent pas les traités ; il faut dorénavant les couvrir d'un crêpe.

Et s'adressant de nouveau à Withworth :

— Pourquoi des armements ? contre qui des mesures de précaution ? Je n'ai pas un seul vaisseau de ligne dans les ports de France ; mais si vous voulez armer, j'armerai aussi ; si vous voulez vous battre, je me battrai. Vous pouvez peut-être tuer la France, mais jamais l'intimider.

— On ne voudrait, répondit Withworth, ni l'un ni l'autre ; on voudrait vivre en bonne intelligence avec elle.

— Il faut donc, reprit le premier consul, respecter les traités ; malheur à ceux qui ne les respectent pas ! Ils en seront responsables devant toute l'Europe.

Quelques personnes, ne s'attachant qu'à la surface des choses, prétendirent que cette brusque allocution de Bonaparte, adressée publiquement à l'ambassadeur anglais, fut la cause de la guerre.

Il est évident que la guerre était déjà résolue à Londres, et que cet incident ne pouvait l'occasionner, pas plus que des paroles pacifiques n'auraient pu l'empêcher.

Sans doute cette prise à partie d'un ambassadeur en présence de ses collègues, n'était pas conforme aux usages diplomatiques ; mais Bonaparte voulait que ses paroles eussent du retentissement ; il semblait appeler toute l'Europe en témoignage de la justice de sa cause.

Au surplus, cette scène publique eut pour effet de contraindre le cabinet anglais à s'expliquer ouvertement. Withworth demanda au nom de la cour :

1^o que S. M. B. conservât ses troupes à Malte pendant dix ans ;
2^o que l'île de Lampedouse (appartenant au roi de Naples), lui fût cédée en toute propriété ; 3^o que les troupes françaises évacuassent la Hollande. On donnait sept jours pour admettre cet ultimatum.

Conformément aux ordres du premier consul, il fut répondu par Talleyrand, que l'île de Lampedouse n'étant point à la France, il n'appartenait à son gouvernement ni d'accéder ni de se refuser au désir de S. M. B. de la posséder ; que pour Malte, le gouvernement français consentait à ce que l'île fût remise aux mains d'une des trois puissances garantes, la Russie, l'Autriche ou la Prusse ; que les troupes françaises évacueraient sans difficulté la Hollande, dès l'instant où les stipulations du traité pour chacune des parties du monde seraient exécutées.

Le cabinet de Londres répondit par un projet de convention, portant que le gouvernement français ne ferait aucune opposition à la cession de l'île de Lampedouse par le roi de Naples ; que vu l'état actuel de cette île, l'Angleterre resterait en possession de l'île de Malte, jusqu'à ce que Lampedouse eût été mise en état d'être occupée comme poste militaire ; que le territoire de la république batave serait évacué par les troupes françaises dans un mois de la date de la convention à intervenir ; que le roi d'Etrurie et la république ligurienne seraient reconnus par l'Angleterre ; que la Suisse serait évacuée par les troupes françaises ; qu'il serait assigné en Italie une provision territoriale convenable au roi de Sardaigne ; enfin, dans un article secret, que l'Angleterre ne serait requise par le gouvernement français d'évacuer l'île de Malte qu'après l'expiration du terme de dix ans.

C'était ajouter de nouvelles prétentions à des propositions déjà déclarées inadmissibles, et cette fois on n'accordait au gouvernement français que trente-six heures pour répondre.

Cet injurieux ultimatum fut suivi presque aussitôt de la demande des passeports de l'ambassadeur anglais. Le 12 mai, ils lui furent adressés après trois messages consécutifs de sa part, tant l'Angleterre redoutait de voir contredire ses projets de guerre.

Bonaparte, bien convaincu de l'inutilité de ses efforts pour maintenir la paix, rappela son ambassadeur de Londres, le général Andréossy.

En même temps des messages envoyés au Sénat, au Tribunat et au Corps-Législatif, rendaient compte des négociations entreprises et de leurs derniers résultats.

Ces trois corps offrirent avec ardeur leur concours au chef du

gouvernement. De toutes parts éclatait l'indignation que causait la mauvaise foi du cabinet britannique. Fontanes, dans un discours énergique, se fit l'organe de l'opinion générale.

— Si les Anglais, dit-il, osaient nous combattre, eh bien ! la France est prête à se couvrir encore de ces armes qui ont vaincu l'Europe... Si le signal est une fois donné, la France se ralliera par un mouvement unanime autour du héros qu'elle admire. Tous les partis qu'il tient en silence ne disputeront plus que de zèle et de courage; tous sentent qu'ils ont besoin de son génie, et reconnaissent que seul il peut porter le poids et la grandeur de nos nouvelles destinées.

Cependant la guerre n'était pas officiellement déclarée; mais le gouvernement anglais, suivant son habitude, commença les hostilités sans dénonciation préalable.

Un embargo général fut mis sur tous les bâtiments appartenant aux Républiques française et batave, sur les hommes et les marchandises trouvés à bord; deux frégates anglaises prirent deux bâtiments de commerce dans la baie d'Audierne.

Comme mesure de représailles de cette violation du droit des gens, le premier consul déclara prisonniers de guerre tous les Anglais âgés de dix-huit à soixante ans, qui se trouvaient en France, pour répondre des Français qui auraient été pris avant la déclaration de guerre.

Toute la nation ressentait aussi vivement que son chef l'injure qui lui avait été faite. De toutes parts arrivaient à Paris des adresses pleines d'une noble indignation et d'une généreuse ardeur.

Les départements, les villes, les communes, votaient des fonds pour acheter des vaisseaux, pour armer des hommes, pour fournir des objets d'équipement.

Le département du Haut-Rhin donna 300,000 fr. pour la construction d'un bâtiment portant son nom. Celui de la Côte-d'Or fit fonder cent pièces de canon.

Le commerce de Paris offrit un vaisseau de cent vingt canons, et les maires de la capitale ouvrirent une souscription pour la construction de chaloupes canonnières.

En même temps, les prélats ordonnaient des prières publiques pour l'heureux succès de la guerre; leurs mandements prodiguaient au premier consul toutes les épithètes glorieuses empruntées à l'écri-

ture. C'était l'homme de la droite de Dieu, l'élu du Seigneur, appelé par le ciel à l'accomplissement de ses vastes desseins, et à la punition des hérétiques des trois royaumes.

Il était dans la nature de Bonaparte d'agir promptement. Le premier résultat de la rupture fut l'occupation du Hanovre par les troupes françaises.

L'armée anglo-hanovrienne, honteusement abandonnée par son commandant, le duc de Cambridge, demeura prisonnière de guerre. Le roi d'Angleterre se trouvait le premier frappé dans ses possessions continentales.

D'autres mesures furent immédiatement prises pour fermer aux Anglais tout accès vers les rives des pays alliés à la France, et pour empêcher la mauvaise volonté d'alliés suspects. Parmi ces derniers était le royaume de Naples.

En évacuant ce pays en exécution du traité d'Amiens, l'armée française s'était retirée derrière les Apennins. Le général Gouvion-Saint-Cyr fut investi du commandement avec ordre de reprendre dans le royaume de Naples les positions qu'occupait avant la paix le général Soult.

Bonaparte justifia cette invasion soudaine par la proclamation suivante :

« Le roi d'Angleterre a faussé sa signature et refusé d'exécuter le traité d'Amiens en ce qui concerne l'évacuation de Malte. L'armée française se voit donc obligée d'occuper les positions qu'elle avait quittées en vertu de ce traité. L'ambition démesurée de l'Angleterre se trouve démasquée par cette conduite inouïe : maîtresse de l'Inde et de l'Amérique, elle veut encore l'être du Levant ; le besoin de maintenir notre commerce et de conserver l'équilibre nous oblige d'occuper ces positions dans les états du roi de Naples, positions que nous garderons tant que l'Angleterre persistera à garder Malte. »

Assurément, le roi de Naples aurait eu le droit de protester contre ce système de compensation ; il pouvait se plaindre de devenir la victime d'un manque de foi qui n'était pas de son fait. Mais ce n'était pas là la véritable pensée du premier consul.

Il voulait, avant tout, s'emparer des ports de la Méditerranée qui pouvaient servir de rendez-vous aux flottes britanniques. Aussi mit-il tous ses soins à faire de Tarente un grand port fortifié. Li-

vous fut mise en état de siège ; les côtes de la Spezzia furent armées de batteries ; Piombino fut réuni à la France ; Porto-Longone et Porto-Ferraio furent fortifiés. On combinait ainsi la défense de l'île d'Elbe, de la Corse et de la Toscane.

Dix millions furent consacrés aux travaux d'Alexandrie ; dix mille ouvriers y étaient occupés. Bonaparte voulait faire de cette ville le centre de la puissance française en Italie. A ce sujet, il écrivait au ministre de la guerre :

« Le reste de l'Italie est affaire de guerre : cette place est affaire de politique. »

Des dispositions pareilles furent prises pour la défense des côtes de la Hollande : elles furent couvertes de batteries depuis Flessingue jusqu'au Texel. Victor commandait l'armée gallo-batave, forte de trente mille hommes, dont dix-huit mille de troupes françaises ; il fut chargé de défendre les bouches de la Meuse et de l'Escaut.

L'île de Walcheren était confiée au commandement du général Monnet. Ainsi, depuis l'embouchure de l'Elbe jusqu'à celle du Pô, tous les rivages étaient fermés aux Anglais : sur tout le continent, ils n'avaient plus d'accès que dans les havres du Portugal.

Après avoir complété tout son système de défense pour rendre les côtes inabordables à l'ennemi, le premier consul voulut frapper sa rivale au cœur, en portant la guerre sur les rives britanniques en pénétrant avec ses bataillons armés dans cette île superbe qui croyait pouvoir faire le mal impunément, parce que l'Océan lui servait de rempart.

Partout ailleurs la puissance anglaise était insaisissable : les souffrances et les défaites de ses alliés la touchaient peu ; elle payait pour faire lever des armées, et ne comprenait pas d'autres devoirs que de produire ses quittances. L'attaquer chez elle était une grande hardiesse, mais c'était la pensée d'une grande politique.

Bonaparte s'occupa aussitôt de réaliser cette pensée, et des préparatifs gigantesques répondirent à l'immensité de l'entreprise.

Quand on rappelle tout ce qu'à cette époque le génie du premier consul créa de richesses matérielles, tout ce qu'il rassembla de forces on est presque épouvanté d'une activité si prodigieuse, et l'on a peine à comprendre qu'il se soit rencontré un peuple capable d'exécuter en

si peu de temps de si grandes travaux, un homme capable de les concevoir.

Il s'agissait tout d'abord d'improviser, pour ainsi dire, une marine formidable. Le premier consul se met à l'œuvre, ordonne les constructions, surveille les détails, étudie toutes les ressources qu'offrent les chantiers de la République, et bientôt, suivant ses prescriptions, dans tous les ports de l'Océan, depuis Cherbourg jusqu'à Texel, les matériaux sont rassemblés et les travaux commencent sur une échelle colossale.

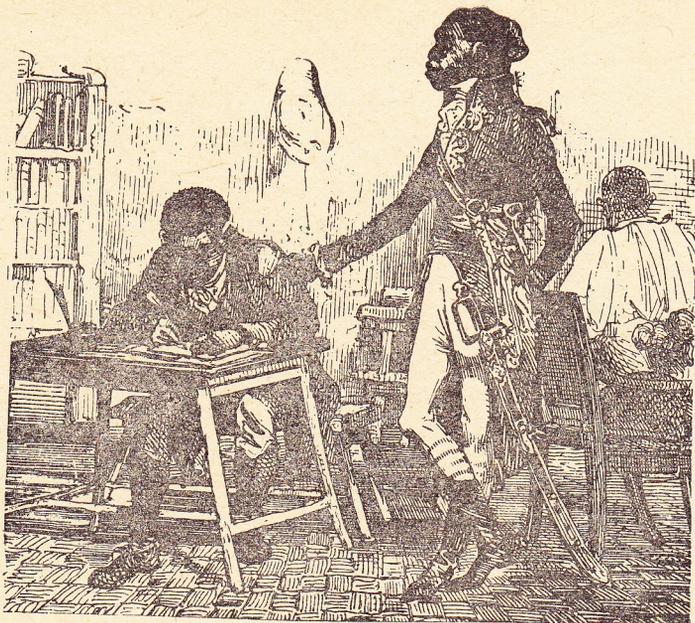
A Flessingue, s'élèvent autant de vaisseaux que les chantiers peuvent en contenir ; les bois sont coupés dans le pays formant le bassin de l'Escaut ; à Ostende, à Nantes, à Bordeaux, à Marseille, se construisent dix vaisseaux de 74, destinés à former une *escadre du Nord*, qui doit stationner à l'embouchure de l'Escaut.

Sur l'Escaut se forment des chaloupes canonnières et des bateaux plats ; en Belgique, sur le Rhin, sur la Meuse, se font des levées d'ouvriers ; en Hollande on achète pour vingt millions de chanvre, de mâts, de courbes et autres objets nécessaires à la marine ; au Haïre on fait emploi des immenses approvisionnements de bois depuis longtemps réunis.

A Brest, on s'efforce de terminer promptement les vaisseaux en construction, afin de rendre disponibles les bassins qu'ils occupent ; on concentre dans ce port tous les ouvriers de la Bretagne, pour faire réparer une partie des vaisseaux sans les mettre dans le bassin ; car le premier consul veut voir avant un an vingt voiles de guerre réunies dans la rade ; il veut qu'avant la même époque cinq vaisseaux soient lancés dans le port de Lorient : trois autres sont en construction dans le port de Rochefort ; ceux de Lorient viendront les rejoindre pour former une escadre disponible.

A Nantes, se construisent plusieurs vaisseaux de 74 et six frégates ; ils devront former une escadre qui puisse combiner ses mouvements avec celle du Nord : on répare l'escadre de Toulon ; on creuse, on agrandit le port de Boulogne, rendez-vous de toutes les flottilles ; on exécute les mêmes travaux dans les ports d'Étaples, de Vimereux d'Ambleteuse.

Pour protéger le long des rivages, la marche des flottilles qui



se dirigent successivement vers Boulogne, toute la côte se hérissé d'artillerie.

En même temps s'organisent sur une vaste échelle les forces de terre, réunies sous le nom de grande armée d'Angleterre. Elle est divisée en six corps, dont les camps sont placés en Hollande, à Gand, à Saint-Omer, à Compiègne, à Saint-Malo et à Bayonne. Des chefs renommés commandent à chacune de ces divisions. Soult est mis à la tête du camp de Saint-Omer ; Davoust dirige celui de Gand, Ney celui de Compiègne, Augereau celui de Bayonne ; Marmont commande en chef l'artillerie ; Fautrier est directeur-général des parcs ; Berthier major-général de l'armée : chacun devine quel en sera le chef suprême.

Cette armée si bien organisée se fortifie de tous les éléments qui se présentent. Le Valais fournit un corps ; il se forme à Montpellier un bataillon expéditionnaire de Piémontais ; à Gènes, un bataillon de déserteurs allemands. Une capitulation avec l'Helvétie donne un corps de seize mille Suisses.

La cause nationale trouve même des défenseurs dans les départements royalistes de l'Ouest. Vainement, depuis la rupture de la paix, les Anglais avaient cherché à ranimer les troubles de la Vendée ; les braves paysans avaient repoussé de perfides insinuations. Bonaparte

répond aux malveillances de la politique anglaise par une pensée généreuse. Il ordonna la formation d'une légion de Vendéens qu'il place sous la conduite de M. d'Autichamp, un des anciens chefs royalistes ; et, afin de mieux leur témoigner sa confiance, il écrit de sa main au ministre de la guerre :

« Cette légion doit être composée, officiers et soldats, des hommes qui ont fait la guerre de la Vendée contre nous. »

C'était faire un noble appel à l'honneur d'anciens adversaires ; c'était déclarer solennellement la fin des guerres civiles, et en même temps proclamer sa propre puissance.

A la vue de ces préparatifs formidables, l'Angleterre comprit enfin que l'Océan n'était pas un rempart infranchissable, et l'audacieux génie qui dirigeait les forces menaçantes de la France s'était déjà signalé par tant de merveilles, qu'il était permis de manifester des craintes et de prendre des précautions.

Aussi, le ministère, soit qu'il voulût exciter le sentiment national, soit qu'il éprouvât réellement de sérieuses alarmes, fit un appel solennel non-seulement aux chambres, mais à toute la population.

Il lui fut répondu avec empressement et zèle : les partis oublièrent leurs dissentiments, pour ne s'occuper que du péril commun.

Toutes les mesures de sûreté furent adoptées. A cent mille hommes de troupes régulières, furent ajoutées les milices formant une force de quatre vingt-dix mille citoyens. Le ministre de la guerre proposa en outre de lever une armée de réserve de cinquante mille hommes par un tirage au sort.

On fit revivre un ancien statut de Henri III, qui obligeait tout sujet anglais au-dessous de soixante ans de s'exercer au maniement des armes. Le parlement écoutait en frémissant la voix animée du colonel Crawford qui s'écriait :

« Que la nation tout entière se couvre de fer ; qu'à défaut d'armes à feu, on s'arme de piques ; que toute la côte orientale se couvre de forts ! »

L'Angleterre sembla tout à coup transformée en un camp immense ; toutes les occupations pacifiques firent place aux apprêts de la guerre : on ne parlait que de l'invasion, on ne s'occupait que des moyens de la repousser.

Des signaux furent élevés sur des éminences tout autour des rivages et dans l'intérieur de l'île.

La population inquiète épiait jour et nuit les mouvements qui se manifestaient sur les hauteurs, retenant à chaque instant l'arrivée de l'ennemi. Sur différents points il y eut de fausses alertes ; mais elles servirent à témoigner le zèle des habitants plutôt que leurs craintes.

Sur mer, les préparatifs des Anglais étaient encore plus formidables et plus efficaces. Cinq cent soixante-dix vaisseaux de guerre de toute espèce couvrirent l'Océan ; sept flottes bloquaient tous les ports et toutes les embouchures des fleuves depuis le Sund jusqu'aux Dardanelles.

Dans la Tamise, une chaîne de frégates, amarrées par d'énormes barres de fer, obstruait le fleuve.

De temps en temps les frégates anglaises et les sloops de guerre se rapprochaient des côtes françaises ; mais toutes leurs tentatives pour aborder furent vaines.

Des boulets étaient lancés sans résultats, et des bombardements successifs furent inutilement entrepris contre les ports de Granville, Dieppe, Fécamp, Saint-Valery, Boulogne et Calais.

Les convois de flottilles qui se dirigeaient sur Boulogne livrèrent des combats où les français eurent plus d'une fois l'avantage. Tout annonçait que dans la lutte qui se préparait, les efforts seraient proportionnés à la puissance des deux grandes nations rivales.

Pour accroître encore l'activité des armements, pour ajouter à l'ardeur des esprits, le premier consul résolut de visiter le littoral de l'Océan, depuis Boulogne jusqu'à Flessingue.

Il partit en grand appareil de Saint-Cloud, le 5 messidor, avec Joséphine, emmenant avec lui une suite nombreuse et une partie de sa garde.

Son passage à travers les départements du Nord fut une marche triomphale.

Partout accouraient à sa rencontre des gardes d'honneur, de jeunes filles apportant des guirlandes, des maires présentant les clefs des villes : des inscriptions, des adresses, des discours, des illuminations et des fêtes étaient les hommages officiels des autorités ; mais l'admiration et l'enthousiasme des populations s'exprimaient pas des cris

joyeux, par de nombreux rassemblements, par la suspension des travaux ; les artisans, les laboureurs, les paysans délaissant leurs occupations et accourant en foule sur son passage.

A peine arrivé à Boulogne, il fit faire des évolutions à des bateaux canonniers, passa des revues, assista à des manœuvres de nuit, à des exercices d'embarquement et de débarquement, et fut témoin d'un engagement assez vif entre des frégates anglaises et des chaloupes canonnières.

Les heureux présages, auxquels il fut toujours sensible, ne lui manquèrent pas. En creusant le terrain où devait être élevée sa tente, on découvrit une hache d'armes romaine et des médailles de Guillaume-le-Conquérant.

A Calais, le corps municipal l'attendait aux portes :

— Je vous présente, lui dit le maire, les clefs d'une ville qui, avec un grand amour pour le chef de l'état, nourrit d'anciens ressentiments contre cette Angleterre, ennemie et jalouse de la gloire de la France.

A Dunkerque, à Lille, à Ostende, à Flessingue, à Bruges, sa venue fut le signal de fêtes brillantes. A Gand, l'enthousiasme fut extrême ; les habitants voulurent dételer ses chevaux et traîner sa voiture ; il s'y refusa.

Son entrée dans la ville se fit aux acclamations d'une foule innombrable, sous un arc de triomphe décoré avec magnificence, représentant les batailles de la campagne d'Italie, et sur lequel était cette inscription : *Immortali hæc Ganda viro.*

Ce qui surtout causait de l'étonnement et séduisait tous les cœurs, c'est que cet homme remarquable, dont les vastes desseins semblaient devoir absorber toutes les pensées, s'occupait des détails les plus minutieux de l'industrie, se mêlant aux ouvriers, et surprenant les maîtres par la justesse de ses aperçus et la sagacité de ses remarques.

Après une fête magnifique que lui donna la ville de Gand, il visita les principales fabriques, les raffineries de sucre, les ateliers de toiles peintes, les tanneries, les papeteries, les nombreuses manufactures de toiles, de dentelles, de rubans, de filatures de lin, de laine de coton, les ateliers de blanc de plomb et de céruse.

Partout il vit avec satisfaction le peuple animé d'un vif ressentiment contre l'Angleterre.

A Anvers, il rencontra les mêmes sentiments ; et son génie lui révéla du premier coup d'œil les grands avantages de la situation de ce port pour la marine commerçante et militaire, sa position centrale entre le Nord et le Midi, son fleuve magnifique et profond.

Il résolut de la faire sortir de ses ruines, et d'en faire le premier arsenal maritime de la France. Lorsqu'il donna audience aux autorités civiles, il leur dit :

— J'ai parcouru votre ville ; je n'y ai trouvé que des décombres et des ruines. Elle ressemble à peine à une ville européenne, et j'ai cru me trouver ce matin dans une ville d'Afrique. Tout y est à faire, port, quai, bassin d'échouage.....

Et il donna aussitôt des ordres pour que ce qui était à faire fût fait.

Ces fêtes magnifiques données au premier consul par toutes les villes de la Flandre, ces hommages empressés des populations furent encore au-dessous de ce qu'il devait rencontrer à Bruxelles.

A deux lieues de la ville, il rencontra une armée de douze mille hommes composée des garnisons des places de la Belgique, et une garde d'honneur formée de l'élite de la jeunesse bruxelloise.

A la vue de ce cortège militaire, Bonaparte descendit de voiture, monta à cheval et se mit à la tête des soldats, tout fiers d'être précédés par un pareil commandant.

Non loin des murs de la ville, s'élevait un arc de triomphe construit sur le modèle de celui de Titus à Rome ; de chaque côté était dressé un vaste amphithéâtre décoré de tapis et de fleurs, et couvert de femmes brillantes et ornées des plus belles parures.

Entre ces deux amphithéâtres étaient les autorités de Bruxelles : le maire s'avança vers le premier consul, lui présenta les clefs de la ville dans un bassin de vermeil, et lui fit hommage d'une voiture donnée par les habitants.

Mais ce qui lui causa une satisfaction plus vive que tous ces hommages officiels, ce fut d'apercevoir, non loin de là, les chantiers maritimes, où des ouvriers travaillaient avec activité à neuf bâtiments

construits à l'aide de souscriptions volontaires. Sur le pavillon de l'un d'eux, on lisait : *Audacieuse Albion, tu seras punie de ton parjure.*

Aux bruyantes acclamations de la foule se mêlait la voix du canon, qui tirait de minute en minute. A la porte de la cathédrale, le premier consul fut salué par le clergé revêtu de ses habits sacerdotaux et précédé de la croix. Jamais souverain ne fut l'objet de plus solennels hommages.

Bonaparte, sensible à tant de témoignages d'attachement, séjourna huit jours à Bruxelles ; ce fut pour les habitants huit jours de fête et de magnificence.

On lui offrit à l'hôtel-de-ville le fauteuil de Charles-Quint, et la plus fastueuse hospitalité signala la présence du héros magistrat. Durant tout son séjour, les rues et les promenades publiques furent illuminées.

Des provinces du Rhin et de la Hollande, on accourait pour voir un instant le *grand homme* ; c'est ainsi qu'on le désignait, et on le pouvait sans flatterie.

L'affluence des étrangers était immense, et l'admiration publique éclatait sans interruption.

Partout respirait une confiance absolue dans son génie, partout on se préparait à l'invasion en Angleterre avec la certitude morale de réussir.

Le 23 thermidor, le premier consul était de retour à Saint-Cloud, après une absence de quarante-huit jours, pendant laquelle il avait parcouru dix-sept départements et quatre-vingt villes.

Son retour fut accueilli par les félicitations empressées des principales autorités.

Déjà les discours officiels prenaient un caractère de flatterie uniforme qui, sans rien ajouter à la gloire du chef de l'état, témoignait l'abaissement des corps constitués et de la démoralisation des hommes les plus hauts placés ; déjà se signalaient les admirations traditionnelles qui devaient saluer tous les régimes, et promettre une éternelle fidélité sans cesse compromise par les révolutions.

« Les magistrats, dit Séguier, président du tribunal d'appel, *fiers d'apporter à vos pieds le tribut des cœurs*, renouvellent, dans un jour consacré à de brillants souvenirs, leurs serments de respect et de dé-

voûment pour celui qui gouverne la France par la faveur de Dieu, l'éclat des armes et le sceau des lois.»

Les idées républicaines s'effaçaient. Les classes élevées s'accoutumaient avec facilité à l'autorité d'un seul, et les classes populaires, pleines de reconnaissance et d'admiration pour Bonaparte, le voyaient avec satisfaction concentrer le pouvoir dans ses habiles mains. La nation se sentait grande par lui et n'était pas disposée à le chicaner sur sa grandeur officielle.

De son côté, Bonaparte, avec la conscience de ce qu'il valait et de ce qu'il pouvait, mettait à profit la bonne volonté de la nation. Poussé vers la monarchie par l'assentiment général, il s'y avançait aussi par son propre penchant.

Les courtisans bénévoles ne lui manquaient pas ; il travailla aussi à constituer une cour officielle, avec toutes les lois de l'étiquette et toutes les formalités du cérémonial. Très-jaloux de sa dignité, il la protégea par les puérités traditionnelles de l'ancienne cour, et, pour raviver des formes usées, il s'adressa aux souvenirs des vieux courtisans et des anciens valets.

Quelques personnes, des militaires surtout, n'acceptèrent qu'avec répugnance ces formes nouvelles de servir ; mais le plus grand nombre s'y soumit de bonne grâce, quoique pour certains personnages ce fût un apprentissage où ils se montraient gauches et malhabiles.

Le palais de Saint-Cloud était le séjour de prédilection, non parce qu'il y trouvait une plus grande liberté, mais parce qu'il y était moins en vue, parce qu'il était plus difficile à aborder. Il ressuscitait les mystères de la royauté en même temps que ses grandeurs.

A Paris, il n'y eut plus qu'une réception publique par mois ; les audiences de Saint-Cloud eurent lieu tous les dimanches.

Les audiences de Saint-Cloud étaient très-suívies. Chacun s'empressait d'y venir faire sa cour, ambassadeurs et cardinaux, généraux et magistrats, royalistes et républicains, nationaux et étrangers.

Le premier consul s'y montrait affable et plein d'attentions, trouvant un mot à dire à chacun, et chacun y jouait son rôle avec plus ou moins de bonheur.

Les plus avides sollicitaient des faveurs, les plus adroits se contentaient de faire leur cour.

Napoléon avait une tendresse toute paternelle pour les enfants



de sa femme, qui, du reste, la méritaient par leurs excellentes qualités.

Eugène se faisait remarquer par sa bravoure et sa loyauté ; Hortense, par sa douceur et ses talents. Elle était vivement éprise de Duroc, et Joséphine aurait désiré la rendre heureuse en dansant avec lui. Bonaparte ne s'y opposait pas ; mais Duroc ne partageait pas les sentiments d'Hortense.

Le premier consul se décida donc à la donner à son frère Louis, adoptant, pour ainsi dire, ce jeune couple dans des prévisions dynastiques. Il n'avait plus l'espoir d'avoir de Joséphine des héritiers directs, et songeait, dit-on, à reporter sur les enfants de son frère Louis tous les droits que donnerait sa brillante succession.

Aussi, lorsque Hortense eut un fils, le premier consul montra pour cet enfant une affection si vive qu'elle donna lieu aux plus absurdes calomnies.

Vers cette époque (le 19 floréal an XI), une imprudence faillit coûter la vie au premier consul. Au moment de partir pour une promenade dans le parc de Saint-Cloud, il lui prit fantaisie de mener à grand'guides sa calèche attelée de quatre chevaux. Joséphine, M^{me} Louis, M^{me} Duroc, Joseph et le consul Cambacérés étaient dans la voiture. Bonaparte prend place sur le siège.

NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

5° EDITION



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS